



COUR PÉNALE SPÉCIALE

Communiqué de presse CPS n°120526-1/4



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité – Travail

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA COUR PÉNALE SPÉCIALE

Quatrième conférence de mise en état dans l'affaire dite "Bossembélé"

Le mardi 12 mai 2026 la Première Section de la Chambre d'assises de la Cour pénale spéciale tient à informer la communauté nationale et internationale qu'elle tiendra à huis-clos le Mercredi 13 mai 2026 à 10 heures, sa quatrième conférence de mise en état dans l'affaire dite « Bossembélé », opposant le Parquet spécial et les Parties civiles aux Accusés François BOZIZÉ YANGOUVONDA, Eugène Barret NGAÏKOSSET, Vianney SEMNDIRO et Firmin Junior DANBOY.

La procédure de mise en état vise à prendre toutes mesures préparatoires requises aux fins de permettre au procès de se dérouler avec célérité et dans le respect des droits fondamentaux des accusés et des parties civiles.

Les accusés sont renvoyés pour jugement pour les crimes contre l'humanité suivants :

- L'accusé François BOZIZÉ YANGOUVONDA, en sa qualité d'ancien président de la République centrafricaine, pour des faits allégués de meurtre, d'emprisonnement ou autres formes de privation grave de liberté physique en violation des règles fondamentales du droit international, de torture et actes inhumains, de disparitions forcées de personnes, et d'autres actes inhumains de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale, commis sur le territoire centrafricain notamment à Bangui, Bouar et Bossembélé, y compris au Centre d'instruction militaire et à la maison d'arrêt, entre février 2009 et le 23 mars 2013.
- L'accusé Eugène Barret NGAÏKOSSET pour des faits allégués de meurtre, d'emprisonnement ou autres formes de privation grave de liberté, de torture et actes inhumains, et de disparitions forcées de personnes, commis sur le territoire centrafricain notamment à Bangui et Bossembélé, et au Centre d'instruction militaire, entre février 2009 et le 23 mars 2013 ;
- L'accusé Vianney SEMNDIRO pour des faits allégués de meurtre, d'emprisonnement ou autres formes de privation grave de liberté physique en violation des règles fondamentales du droit international, de torture et actes inhumains, de disparitions forcées de personnes, et d'autres actes inhumains de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale, commis sur le territoire centrafricain notamment à Bangui et Bossembélé, notamment au Centre d'instruction militaire et à la maison d'arrêt, entre le 4 mai 2009 et mars 2011 ;

- L'accusé Firmin Junior DANBOY pour des faits allégués de meurtre, d'emprisonnement ou autres formes de privation grave de liberté physique en violation des règles fondamentales du droit international, et de torture et actes inhumains, commis sur le territoire centrafricain notamment à Bangui et Bossembélé, notamment au Centre d'instruction militaire et la maison d'arrêt, entre le 28 juillet 2011 et le 23 mars 2013.

L'accusé François BOZIZÉ YANGOUVONDA est visé par un mandat d'arrêt international.

À ce stade de la procédure, tous les accusés sont présumés innocents.

Fait à Bangui, le 12 mai 2026.

Unité d'information et de communication de la CPS

La Cour pénale spéciale (CPS) est une cour hybride au sein du système judiciaire centrafricain et créée par la loi organique n°15.003 du 3 juin 2015. Elle a pour mandat d'enquêter et de poursuivre les crimes de droit international commis en République Centrafricaine depuis 2003. Elle est située rue Martin Luther King à Bangui, en République Centrafricaine.

Pour toutes informations complémentaires veuillez contacter Unité communication et sensibilisation de la Cour pénale spéciale (CPS) au téléphone : +23676110707 ou ucs@cpsrca.cf.